

# La présidence d'Ecolo évite un putsch

## Emily Hoyos et Olivier Deleuze

Une motion déposée par une centaine de militants a tenté d'éjecter Emily Hoyos et Olivier Deleuze de la présidence d'Ecolo. Avortée, la tentative laissera des traces en interne.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

La présidence d'Ecolo vacille. Mis K.O. par les électeurs lors du scrutin du 25 mai dernier, le tandem Olivier Deleuze/Emily Hoyos n'avait pas vu venir cette défaite. En tout cas pas dans une telle ampleur. Ecolo a perdu plus de la moitié de ses électeurs. Sur le plan politique, avec seulement 4 députés contre 13 avant le 25 mai, Ecolo ne peut même plus prétendre au statut de groupe politique au Parlement Wallon. Ne parlons même pas des finances du parti. Ecolo perd 2,5 millions d'euros

de subsides et se trouve aujourd'hui obligé de se séparer de 49 personnes afin de réduire sa masse salariale qui avoisine les 650.000 euros tous les mois. Bref, c'est la bérézina!

Vendredi dernier, lors du dernier conseil de fédération des verts (le parlement interne d'Ecolo), une centaine de militants ont tenté de

faire tomber le duo présidentiel. L'opération est intitulée «Phenix 2.verts». Rien de violent! Le putsch a d'ailleurs été très vite maîtrisé. Il laissera cependant des traces.

Leur revendication? La motion signée par une centaine de militants vise un objectif: mettre l'actuelle coprésidence sous tutelle et, au final, la dégommer.

Si le texte, que révèle Le Soir ce mardi, a été rejeté par 70% des délégués, la démarche met en lumière le malaise qui ronge les militants d'Ecolo depuis le 25 mai. «Il faut analyser les causes de cet échec et les démarches qui ont été entreprises par ceux qui ont porté l'image d'Ecolo.

Il y a une responsabilité des coprésidents Hoyos/Deleuze», estime sans détour Christian Noiret, ancien député Wallon et signataire de la motion. D'après lui, «il sera inévitable de s'interroger sur la place et l'identité de notre présidence».

Derrière ce putsch avorté, certains y voient un coup du député européen Philippe Lamberts. «C'est un des rédacteurs mais il n'est pas le seul», assure un signataire. Contacté, Philippe Lamberts n'a pas répondu à nos appels.

Dans l'entourage des deux présidents, on tente de rester calme. C'est difficile! «Certains déposent des textes agressifs pour remplacer plus tôt que prévu la coprésidence,

c'est un putsch. Je refuse pourtant d'y voir l'implosion du parti ou même le début d'un nouveau courant», assure un cadre proche des deux présidents. La tension est même palpable quand on prononce le nom de Philippe Lamberts. «Son intérêt, c'est le pouvoir à l'intérieur du parti.

Il veut mettre la main sur le parti. Il prend un grand risque», estime un autre fidèle de l'équipe dirigeante.

Cette tentative n'en restera pourtant pas là. «Il y a des sensibilités mais ce n'est pas un courant organisé. Par contre, le nombre de Bruxellois signataires est plus important par rapport à leur poids au sein du parti. C'est un élément qu'il faudra prendre en compte dans la réflexion sur l'avenir du parti», estime-t-on.

Un autre responsable chez Ecolo est également d'avis de rappeler à leurs responsabilités les anciens ministres Ecolo. «La coprésidence ne doit pas être la seule à trinquer. Des ministres doivent aussi assumer leurs responsabilités et on le rappellera à Evelyne Huytebroeck» qui a également évoqué ce week-end une possible démission de l'équipe Hoyos/Deleuze. Oui, les lendemains sont difficiles chez Ecolo!